

a construit à Kingston, au prix de \$7,000 chacune, plusieurs maisons pour y loger les instructeurs militaires et les canonniers tandis que les domestiques reçoivent environ \$460 par année; ou lorsque je constate qu'on dépense \$1,000,000 pour un canal où, s'il faut en croire certains de mes collègues, il n'y a pas assez d'eau pour qu'on s'en serve.

Dernièrement, le représentant de Lincoln a soumis un projet de résolution tendant à l'abolition du Sénat, et, dans un discours, il a déclaré que le Sénat coûtait au pays \$318,000, par année. Soit qu'il y ait lieu de l'abolir ou de le maintenir, comment pouvons-nous faire taire les justes réclamations du public, lorsque nous devons admettre qu'on dépense jusqu'à \$6,000 pour procurer des parquets caoutchoutés aux sénateurs qui sont vêtus de pourpre et de linge fin, tandis que le ministère n'a pas, pour des endroits qui lui rapportent un revenu considérable, les égards qu'il mérite? Je me permettrai de laisser entendre au ministre que, si cet état de choses se propage et dure longtemps, le public sera porté à partager le cynisme de Max Nordan, qui, traitant de l'insuccès de la démocratie, particulièrement dans l'acception la plus étendue du mot, disait:

Le cabinet régit non seulement le pays, mais aussi le parlement. Au lieu de suivre la règle qui lui est imposée, il dicte la politique du parlement et de la nation. Les ministres se servent à leur guise de tous les pouvoirs et de de toutes les ressources de la nation, confèrent des faveurs et font des présents, entretiennent dans le luxe aux dépens de la communauté d'innombrables complaisants et n'entendent jamais un mot de reproche, pourvu qu'ils n'oublient pas d'envoyer de temps à autre à la majorité des membres du parlement des miettes tombées de la table royale que l'Etat leur a préparée.

Monsieur le président, ce serait une horreur, s'il fallait dire dans notre pays que ce langage est vrai en tous points. Il faut admettre qu'il est vrai en partie, au sein même de notre pays dont nous sommes tous si fiers. Je déclare au ministre des Travaux publics et à tous ses collègues ici présents qu'ils seront généreusement récompensés des efforts qu'ils déploient pour mettre fin à cet état de choses et pour satisfaire les besoins légitimes du pays, soit qu'il s'agisse d'un bureau de poste ou d'autre chose, avant de dépenser inutilement ces sommes d'argent considérables.

M. BARNARD: Je voudrais obtenir quelques renseignements concernant ce crédit.

L'hon. M. PUGSLEY: Il est bien connu que beaucoup de gens se rendent à Prince-Rupert, et que, l'été prochain, un grand nombre, probablement des milliers de personnes afflueront dans cette ville. Nous avons pensé qu'il serait opportun et même indispensable, pour des raisons d'hygiène, d'y établir un poste de quarantaine. Mon

collègue, le ministre de l'Agriculture, a fait de vives instances auprès de moi pour faire inscrire dans le budget un crédit destiné à cette fin.

M. HUGHES: Publiera-t-on des avis d'adjudication?

L'hon. M. PUGSLEY: Oui, le plus tôt possible et nous espérons construire un bâtiment convenable pour le traitement des malades qui se rendront là-bas pendant la prochaine saison.

M. HUGHES: Les Canadiens auront-ils la chance de travailler à la construction

L'hon. M. PUGSLEY: Oui.

M. BARNARD: Le Gouvernement a-t-il inscrit au budget quelque crédit se rattachant à d'autres travaux intéressant la ville de Prince-Rupert?

L'hon. M. PUGSLEY: Non.

M. BARNARD: Il n'y a ni bureau de poste ni bâtiment civil?

L'hon. M. PUGSLEY: Non.

M. BARNARD: Le ministre ne pense-t-il pas qu'il se présentera peut-être quelque besoin de plus grande urgence que celui de cette station de quarantaine?

L'hon. M. PUGSLEY: Une station de quarantaine est essentielle au point de vue de l'hygiène publique.

Bâtiment civil de Vancouver, \$60,000.

L'hon. M. PUGSLEY: Ce crédit est destiné au parachèvement du bâtiment civil de Vancouver.

M. HUGHES: De quel bâtiment s'agit-il?

L'hon. M. PUGSLEY: Il s'agit du nouveau bureau de poste, un superbe bâtiment.

M. HUGHES: De qui a-t-on acheté l'emplacement?

L'hon. M. PUGSLEY: Nous l'avons acheté de M. Robertson.

M. HUGHES: Et la propriété voisine?

L'hon. M. PUGSLEY: Nous l'avons achetée pour y établir un entrepôt de vérification.

M. HUGHES: De qui a-t-on acheté cet emplacement et à quel prix?

L'hon. M. PUGSLEY: Nous l'avons aussi acheté de M. Robertson, au prix de \$80,000.

M. HUGHES: En avez-vous la certitude?

L'hon. M. PUGSLEY: Oui.

Bâtiment des immigrants à Victoria, \$43,000.

L'hon. M. PUGSLEY: Ce crédit est destiné au parachèvement du bâtiment.

M. BARNARD: Le ministre pourrait-il préciser le chiffre des immigrants enregistrés au port de Victoria, l'année dernière?